L'échec

Suite de la page 4

rer notre compétitivité.

ii) De même tout retard dans le processus de stabilisation retarde inutilement le moment où la Banque mondiale pourrait intervenir, de concert avec d'autres donateurs, avec des prêts d'ajustement structurel et d'ajustement sectoriel pour nous aider directement à promouvoir la production, notamment dans l'agriculture, secteur où nous nous essoufflons après une réforme tellement alambiquée qu'elle crée davantage de problèmes qu'elle n'en résout.

L'épargne : le credo ultra-libéral

iii) les taux d'intérêts augmentent mais la pratique politique lavalas décourage l'investissement. Le document reprend à son compte le credo ultra libéral que les « *taux d'intérêts doivent assurer une rémunération de l'épargne à un taux réel positif* ». Cette façon d'approcher le problème de l'épargne nous choque. Pour 3 raisons :

a) d'abord, c'est là une contradiction de plus par rapport à l'ambition annoncée de la stratégie d'avenir qui viserait à « *renforcer les structures étatiques* ». On a du mal à comprendre pourquoi un même gouvernement voudrait à la fois « *renforcer les structures étatiques* » et libérer rageusement tous les prix stratégiques.

b) les prémisses sur lesquelles se base le principe de la rémunération de l'épargne à des taux réels positifs sont, dans un pays comme Haïti, fausses. Chez nous, ce n'est pas l'épargne qui augmentera la croissance. C'est la croissance qui augmentera l'épargne. Les taux d'intérêts pourront aller jusqu'au ciel, l'épargne véritable n'augmentera pas. Les gens qui ont des dollars et des maisons les vendront de façon à pouvoir bénéficier des taux relevés sur les dépôts. Et les banques commerciales privées disposeront d'une masse supplémentaire d'argent à placer dans le commerce et la consommation. Les débiteurs paieront l'argent plus cher. Par contre, aussi longtemps que persisteront la récession et la décroissance de l'économie, (et que la structure d'âge de la population n'aura pas été substantiellement altérée) l'augmentation de l'épargne par le biais de l'augmentation des taux d'intérêts restera une chimère.

Ce n'est pas l'épargne qui manque, mais le climat pour investir

c) Augmenter les taux d'intérêts pour entreprendre la quête d'une épargne que le niveau de pauvreté rend illusoire est déjà, en soi éminemment discutable. Mais que le « *marronnage* » crée, par surcroît, un climat politique d'incertitude et de confusion qui décourage l'investissement, est répréhensible. Telle est, nous l'avons vu, la pratique politique lavalas qu'elle décourage l'investissement. Il suit que même si l'épargne augmentait, cela ne présenterait pas d'intérêt pour la croissance et la diminution de la pauvreté. Car celles des rares entreprises qui génèrent des bénéfices et disposent d'épargne n'ont pas confiance dans la politique du gouvernement, n'investiront pas dans des projets économiques à rentabilité différée. Elles préfèrent dollariser leurs avoirs. En mars 1998, les dépôts en dollars dans les banques étaient évalués à $224 millions. Dans le même temps Unibank, pour faire des crédits de l'ordre de 4 500 gourdes de moyenne à des micro entreprises à des taux d'intérêts de 24 à 36 % par an, en était réduite à aller chercher à l'extérieur une contribution de 40 % sur un projet d'un coût total pathétique (quand on connaît les besoins de crédits du secteur informel) de $ 2 millions. A la limite, ce n'est pas l'épargne qui manque. Mais le climat pour investir.

Un processus pervers de sacrifices sans bénéfices

En bref, entre, d'une part, la pratique politique lavalas, le magma administratif actuel et, d'autre part, les réformes telles qu'elles sont conçues, il y a des incompatibilités fondamentales, qui condamnent les réformes à l'inefficacité et les Haïtiens à un processus pervers de sacrifices sans bénéfices.

Sans une profonde remise en cause de cette déplorable et dangereuse situation, nous entrerons rapidement dans le cycle infernal des stabilisations ratées, des ajustements incomplets et sans effet. « *Stop and go* ». Eternel recommencement. Pauvreté à vie. Et s'aggraveront l'instabilité institutionnelle, l'exode des *boat people* et des *braceros*, le trafic de drogue, l'interruption de l'aide étrangère et, qui sait ? — peut être de nouveaux embargos.

CONCLUSION

Ce n'est pas l'opposition au pouvoir qui s'oppose aux réformes. L'opposition aux réformes, larvée ou ouverte, vient pour l'essentiel, de l'intérieur même d'un pouvoir lavalas à prétention hégémonique, lequel est un assortiment de groupes sociaux et de réseaux de clientèles aux sensibilités diverses mais avec un trait commun fondamental: leur intérêt collectif, en tant que groupe politique, est directement et totalement incompatible avec la tâche de restructuration de l'économie sur la base de la réduction du rôle de l'Etat au profit du marché. A l'intérieur d'un pouvoir politique de type lavalas, ce ne sont pas les besoins de la réforme économique qui dictent la stratégie politique, mais les besoins politiques du pouvoir qui dictent la stratégie économique. De cet état de fait, découlent trois constatations :

i) Attendre tranquillement que le pouvoir lavalas actuel se ressaisisse et prenne au sérieux la question de la réforme de l'économie ne serait pas une option réaliste. Dans un pays pauvre et analphabète, dénoncer le « capitalisme comme péché mortel » et insulter le Fonds monétaire est un fonds de commerce politique trop rémunérateur pour espérer que ceux qui y trouvent leur fortune renonceraient facilement à l'utiliser, quelle que puisse être par ailleurs la profondeur de la crise économique et du désarroi social. Ce serait, hélas ! plutôt l'inverse. Plus la crise est profonde, plus les coupables sont ailleurs, n'est-ce pas ? De toute façon, un populisme peut toujours en remplacer un autre.

ii) Dès lors que c'est l'essentiel, c'est-à-dire la volonté politique, qui manque, toute tentative pour contourner les tiraillements — mental, idéologique et parfois même moral — du pouvoir lavalas vis-à-vis des réformes, que ce soit par le biais de la mise en place de mécanismes de préparation du budget qui limiteraient le rôle du Parlement, de l'indépendance de la Banque centrale, du licenciement de milliers de fonctionnaires ou de l'introduction d'une dose massive d'Assistance technique dans l'Administration publique ne peut être, au mieux, que d'une efficacité limitée et au pire pourrait même se retourner contre les réformes.

iii) Dans la même veine, tout effort pour faire suppléer l'Etat par le secteur privé risque d'être une perte de temps et d'argent. Le secteur privé haïtien formel, coincé sous les poids combinés du secteur des entreprises publiques, de la sous-traitance étrangère et du secteur informel, est économiquement trop faible pour assumer et mener une action indépendante de l'Etat, a fortiori à un moment où le dit secteur privé lui-même doit, pour survivre, se débattre comme un diable entre le populisme, la corruption et la réforme. En réalité, quand on y regarde de près, le sort même de la réforme est indifférent au secteur privé. D'abord, il n'y croit pas vraiment. De plus, les troupes manquent. D'un côté, la partie haïtienne du secteur d'assemblage, qui aurait du être l'allié naturel des réformes a été décimé par les embargos successifs, au point où certains d'entre eux ont été contraints de se reconvertir dans l'Etat. Reste une poignée d'agents économiques importants. Ces derniers, qu'ils travaillent pour l'importation ou pour l'exportation, n'ont, dans leur grande majorité, aucune raison impérieuse de s'organiser pour entreprendre un effort de représentation collective de leurs intérêts: ils savent l'Etat bien trop faible et corrompu pour imposer à tous des règles également contraignantes. Ce sera donc chacun pour soi.

Construire une base politique pour les réformes

Ceci dit, le statu quo est inacceptable. 20 ans de déclin du revenu, 3 ans d'embargos pendant lesquels ce revenu déjà famélique a diminué de 40%, c'est assez. Non seulement parce que nous avons épuisé le quota de misère tolérable pour un peuple mais aussi parce que, à continuer sur la voie actuelle de paupérisation accélérée, ce n'est pas seulement la stabilité institutionnelle qui serait constamment menacée mais le processus même de démocratisation.

Pour toutes ces raisons, nous pensons qu'on ne peut pas faire l'économie d'un mandat populaire, franc et direct, pour les réformes. Pour soutenir les réformes, il faut donc construire une base politique sur la base d'une large coalition politique.

Une telle coalition aurait pour ambition de regrouper toutes les forces socio-politiques menacées d'étranglement et de mort lente par la détresse de l'économie. Non seulement la classe moyenne, qui a un intérêt direct à vouloir écourter la période de stabilisation pour en limiter le coût, dont une proportion démesurée pèse sur ses frêles épaules, mais aussi celles des forces du travail auxquelles la récession chronique enlève toute possibilité d'action utile, la partie de la classe d'affaires qui n'a pas assez de capitaux à dollariser pour échapper à l'inflation, les Haïtiens, nombreux, de toutes familles politiques, qui rêvent d'un pays normal, auxquels il faut ajouter ceux des lavalassiens qui, revenus de leurs utopies et conscients du mal que la non-politique économique lavalas a causé au pays, accepteraient dorénavant de mettre leur popularité au service du bien commun au lieu de mettre le bien commun au service de leur popularité.

La coalition aurait 4 objectifs :

— Informer le peuple haïtien et rétablir la vérité sur le principe de l'ajustement structurel, ses coûts et ses avantages.

— Proposer au peuple haïtien un nouveau programme de réformes qui soit à la fois économiquement efficace et politiquement acceptable.

— Identifier les perdants, grands et petits, à quelque secteur qu'ils appartiennent, qu'ils soient victimes de la libéralisation commerciale, de la politique budgétaire ou de crédit, de la dévaluation, de la libéralisation des prix et prévoir des compensations adéquates suffisamment bien ciblées pour ne pas contrarier la réalisation des objectifs du Programme d'ajustement.

— Sur la base d'un mandat clair désormais conféré par l'électorat, renégocier le Programme d'ajustement avec la communauté internationale.

— Assurer la réalisation du Programme renégocié de manière crédible et soutenable, dans la transparence et avec compétence.

Au cas où l'électorat aurait rejeté le principe des réformes, alors les populistes n'auraient plus qu'à continuer, mais désormais sans besoin de tricher, de détruire ce qui reste de notre économie.

Port-au-Prince, le 4 août 1998.

*** Ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale et candidat aux élections présidentielles du 16 décembre 1990, Marc Ls Bazin est le président fondateur du MIDH (Mouvement pour l'implantation de la démocratie en Haïti.**

LES FAITS DE L'ACTUALITÉ EN BREF

■ *Affaire des 450 kilos de cocaïne : les autorités tentent de brouiller les pistes*

Pierre-Fortin Jean-Denis interdit de départ Des témoins séquestrés

Trois semaines après la démission fracassante du directeur central de la Police judiciaire, Pierre-Fortin Jean-Denis, qui a révélé à l'opinion la dérive de la Police nationale (PNH) vers une « police politique » et l'implication de plusieurs agents dans le détournement d'une importante quantité de drogue (voir les deux précédentes éditions de H-O), les

Suite en page 10

COMMENTAIRES

L'échec

(Suite et fin)

Par Marc Ls. Bazin*

Une approche boum-boum

C'est là une approche « boum-boum ». Elle est incompatible avec l'état actuel des déficiences structurelles de notre économie, et ne se justifiait ni par l'ampleur des déséquilibres (sans embargo) ni par ce qu'on sait de la flexibilité du marché, encore moins par l'état de pauvreté insondable de notre pays. Au niveau de pauvreté où nous sommes descendus, le bas niveau du revenu limite l'investissement dans le capital humain, et le bas niveau d'investissement dans le capital humain aggrave la pauvreté. C'est là un cercle vicieux et impitoyable, dont on ne sortira pas avec une politique de stabilisation prioritaire, qui fait de la restauration des équilibres un préalable à la relance directe des investissements pour la croissance. De toutes façons, prétendre réduire la demande jusqu'à un point de rencontre catastrophique avec une capacité de production en déclin depuis près d'une génération dans le pays le plus pauvre du monde *se leve men souye a tè* est moralement condamnable, bien entendu, mais aussi économiquement absurde. En dessous d'un niveau minimum de revenu et de consommation par tête, aucune stabilisation n'est viable.

Marc Louis Bazin (photo Thony Bélizaire/H-O)

En l'absence de tout consensus social et politique sur l'idée même des réformes, prétendre les mener à leur terme, dans une ambiance d'instabilité institutionnelle chronique et en tournant le dos au pluralisme politique, était en soi, déraisonnable. Mais il y a plus grave: c'est le « *marronnage* ». A partir du moment où on s'est engagé tout à la fois à réduire les déficits budgétaires, à combattre l'inflation, à ouvrir les frontières, à libérer les prix, et à reporter à plus tard la relance directe de la croissance, tout « marronnage » vis-à-vis des engagements contractés envers le Fonds monétaire international devient coupable et emporte une triple conséquence :

i) il prolonge l'agonie d'avoir à poursuivre l'ajustement structurel dans une atmosphère malsaine d'instabilité financière. A titre d'exemple, pour restructurer l'économie en profondeur et donner une base saine à la balance des paiements, il faut ouvrir l'économie sur l'extérieur, il faut abaisser, et même éliminer les tarifs douaniers et faire baisser le taux de change. Mais dans le même temps, il faut combattre l'inflation, réduire les déficits budgétaires, par conséquent trouver des recettes, c'est-à-dire renvoyer des fonctionnaires, étendre la TCA à des biens de première nécessité, augmenter les tarifs des services publics et faire la chasse aux grands contribuables. De même, dévaluer la monnaie comme suite à l'adoption d'un régime de change flexible, c'est bien. Mais d'abord, il faut admettre que c'est cela que l'on fait et pas l'inverse. Ensuite, dès lors que le laxisme budgétaire et l'incertitude politique sur les réformes éloignent les investisseurs, la dévaluation du taux de change - a fortiori si elle ne s'accompagne d'aucune mesure directe d'incitations aux exportations - ne fait qu'augmenter les prix des produits importés, c'est-à-dire une des sources de la vie chère, sans pour autant amélio-

Suite en page 9

Cartes sur table

Par Dr Yves Saint-Gérard

Depuis les percées d'espérance de février 1986, Haïti n'arrive pas à s'en sortir et les puissances tutrices ne trouvent pas de solution satisfaisante à une situation nationale qui se dégrade à tous les points de vue. Les solutions de rechange se font rares avec le morcellement général de la classe politique (duvaliéristes et néo-duvaliéristes, lavalassiens et néo-lavalassiens, socio-démocrates, libéraux)... face à ce qui reste de la droite et de la gauche traditionnelles. Les anciens communistes ont tous été laminés par la réalité haïtienne et internationale qui a poussé beaucoup d'entre eux dans la mouvance lavalas.

Manifestation anti-lavalas à New York (photo Maurice Moses/H-O)

Manifestation de support à lavalas à Washington (Photo d'archives)

De nos jours, quelques illuminés revendiquent encore leur appartenance communiste mais ils sont souvent très nuisibles malgré leur isolement. De plus, les divers groupes et groupuscules politiques lavalassiens se mènent une lutte fratricide à nulle autre pareille, comme ceux qui militaient dans les années 70 l'avaient déjà connue. À l'époque, il était difficile de bien coordonner la lutte contre le clan Duvalier et la plupart des responsables politiques de l'opposition avaient tout fait pour morceler l'opposition anti-duvaliériste. La militance dévoyée avait conduit à une dichotomie macoutes/anti-macoutes pour neutraliser ceux qui pensaient autrement. L'argumentation, archaïque, se résumait à une approche politique paranoïaque telle que chacun était un duvaliériste potentiel ou un communiste au gré de leur inimitié. La plupart des opposants de la gauche s'enfermaient dans une lutte imaginaire contre la dictature, contre l'impérialisme, contre le féodalisme, contre l'opportunisme et ils passaient leur temps à fantasmer une prise de pouvoir que certains semblaient pourtant n'avoir jamais voulu concrétiser. La droite traditionnelle minée par les ambitions personnelles de politiciens qui étaient prêts à s'allier au clan Duvalier pour barrer la route aux communistes se méfiait de la gauche empêtrée dans d'interminables luttes idéologiques. Aussi, en 1974, une réflexion du Parti des travailleurs haïtiens (PTH) a-t-elle amené des idées pertinentes sur la question du *Front* (anti-duvaliériste).

Selon le PTH, il ne fallait surtout pas « *tomber dans l'opportunisme de gauche* » et, sous prétexte de ne pas se mêler aux réactionnaires, ne pas démordre du principe anti-impérialiste et anti-féodal du front

Suite en page 10